

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WOREX

Immeuble SPRING, 20 rue Paul Hérault
CS 90236
92000 Nanterre

Références : 0010006822/RAPVI/TT/IC230494
Code AIOT : 0010006822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/09/2023 dans l'établissement WOREX implanté 1, chemin de Blainville - Nuisement 28500 Vernouillet. L'inspection a été annoncée le 30/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WOREX
- 1, chemin de Blainville - Nuisement 28500 Vernouillet
- Code AIOT : 0010006822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Ancien dépôt de carburant dont l'activité a été arrêtée en 2012. Les travaux de dépollution du site ont été menés entre 2013 et 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi de la qualité des eaux souterraines
- Suivi des gaz du sol

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Situation administrative des piézomètres	Code de l'environnement du 25/09/2023, article Nomenclature IOTA	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Protection des piézomètres	Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.1	/	Sans objet
2	Protection des têtes de piézomètres	Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.2	/	Sans objet
3	Protection des piézomètres vis à vis des eaux superficielles	Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.3	/	Sans objet
4	Repérage et nivellement des piézomètres	Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.4	/	Sans objet
6	Dossier servitudes d'utilité publique	Code de l'environnement du 25/09/2023, article L515-8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Protection des piézomètres

Référence réglementaire : Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.1
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de surveillance
<p>Prescription contrôlée : Protection physique de l'ouvrage</p> <p>Le but est d'éviter que le tube ne soit sectionné lors d'un choc, le plus souvent par un véhicule. Ce risque dépend hautement de l'implantation du forage, et de la possibilité d'accès du site. En règle générale, on ne peut se satisfaire de laisser simplement le tube du forage dépasser du sol, car même un tube métallique robuste et solidement ancré dans le sol peut s'avérer insuffisant.</p> <p>Par ordre de sécurité croissant, les solutions suivantes peuvent être retenues :</p> <p>a) tube métallique scellé : il doit être d'un diamètre largement supérieur au tube du forage et doit être ancré profondément dans le sol sur une profondeur au moins égale à 50 % de sa hauteur hors sol ;</p> <p>b) barrières de protection : il est souhaitable d'entourer la tête de l'ouvrage d'une barrière de protection, surtout si elle dépasse de la surface du sol, ce qui implique de prévoir suffisamment de place autour du forage pour ce faire. On implante alors solidement dans le sol, à une distance de 1 m à 2 m de la tête de l'ouvrage, une barrière en tube métallique robuste, ou tout autre dispositif équivalent déformable, interdisant l'accès des véhicules ou engins aux abords immédiats du forage. Ce type de protection se rajoute à la protection a), mais ne s'y substitue pas. Tout au plus, autorise-t-elle une réalisation plus légère ;</p> <p>c) tête à ras du sol : elle doit être obligatoire dans les aires de circulation dense (chaussées, trottoirs, etc.) car cette protection au ras du sol n'offre aucun risque au regard des chocs. Le tubage est alors arasé au-dessous de la surface du sol et recouvert par une protection métallique ou plastique, étudiée en fonction du type de circulation attendu, comme par exemple un couvercle de regard ou une bouche à clé de réseau de distribution d'eau.</p> <p>En terrain nu, la plaque du regard est scellée dans un massif béton nivelé par rapport au terrain naturel. La pérennité du dispositif dépend fortement de la profondeur et du volume du massif de béton. Un diamètre de 75 cm et une profondeur minimale de 50 cm sont recommandés dans les zones agricoles et forestières.</p> <p>Ces dimensions peuvent être réduites dans des zones moins exposées, comme par exemple les zones piétonnières, parcs et jardins. Sur des sols revêtus, le regard sera scellé directement au revêtement (dalle en béton, asphalte, etc.), dans la mesure où il est reconnu comme étant assez robuste ;</p> <p>d) dispositions communes : dans les solutions a) et b), il est recommandé de peindre les parties hors sol de couleurs vives, aisément identifiables.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats : Aucun écart à la norme constaté. Le périmètre du scellement est restreint et pourrait utilement être restauré, notamment en cas de nouvelle utilisation des terrains.</p>
<p>Observations : Les piézomètres 1, 2 et 3 sont scellés dans un massif béton nivelé par rapport au terrain naturel. Ils</p>

<p>sont situés en dehors des zones de circulation (établissement non utilisé selon le témoignage des personnes présentes). Le périmètre du scellement est restreint. Le représentant de la société WOREX déclare qu'il a probablement été endommagé lors des entretiens successifs du terrain.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Protection des têtes de piézomètres

<p>Référence réglementaire : Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée : Protection contre le vandalisme par capots et cadenas Il n'y a pas de protection fiable contre la volonté de détruire. [...] Il est donc indispensable de verrouiller les protections de telle sorte qu'elles ne puissent être ouvertes sans l'aide d'une clé ou d'un outil spécial. Il faut noter que les protections à ras du sol offrent ici une protection passive, car, par leur discrétion, elles n'attirent pas l'attention. En particulier, les bouches à clé des réseaux de distribution d'eau sont particulièrement discrètes. Si des cadenas sont utilisés pour la fermeture des capots métalliques, il faut retenir que les cadenas de type «artilleur» sont les plus fiables, mais il faut prévoir le même type de cadenas pour l'ensemble des piézomètres implantés sur un même site, afin d'éviter de trop nombreuses clés différentes, ce qui est peu pratique. Les cadenas à molettes ou codes sont fragiles et peu fiables. Ceux à serrure et clé simple sont sujets à corrosion et grippage.</p>
<p>Constats : Aucun écart à la norme constaté</p>
<p>Observations : Les protections des piézomètres sont verrouillées par cadenas au niveau des capots métalliques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Protection des piézomètres vis à vis des eaux superficielles

<p>Référence réglementaire : Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de surveillance</p>
<p>Prescription contrôlée : [...] Le tube doit être fermé par un bouchon vissé ou un dispositif doit être installé au fond du regard pour drainer ces eaux.[...]</p>
<p>Constats : Aucun écart à la norme constaté</p>
<p>Observations : Pour le piézomètre 3, la présence d'un bouchon vissé étanche a été constatée en inspection. Les piézomètres 2 et 3 n'ont pas pu être contrôlés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Repérage et nivellement des piézomètres

Référence réglementaire : Norme du 15/12/2017, article NF X 31-614 §5.13.4
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de surveillance
Prescription contrôlée : Chaque forage doit être : <ul style="list-style-type: none">— identifié par un numéro ;— localisé sur le plan de masse du site étudié ;— nivelé par rapport au nivellement général français (NGF) en utilisant un point de référence précis qui sert de repère lors des mesures piézométriques. La précision attendue est centimétrique ;— positionné sur un fond topographique adéquat afin de permettre une coupe éventuelle. <p>Le nivellement, selon le système de référence général (NGF, ...), est à réaliser avec une précision de l'ordre du centimètre. L'endroit où est relevée la cote doit être matérialisé de façon pérenne (marque de peinture, gravure ou poinçonnement par exemple).</p> <p>Le point de référence utilisé est de préférence le sommet du tube intérieur (voir Figure 8). A défaut ou en complément, les points de référence suivants pourront être nivelés :</p> <ul style="list-style-type: none">Le rebord du tube métallique de protection, capot ouvert ;Le bord du tampon ;Le rebord supérieur du socle (margelle) ;Le terrain naturel au droit de l'ouvrage. <p>Figure 8 - [...]</p> <p>Le choix du point de référence retenu doit être indiqué dans le compte rendu des travaux.</p> <p>Pour les têtes de forage dépassant du sol, le numéro d'identification du piézomètre doit être peint sur le tube avec une peinture adaptée à la nature du support et apte à l'application à l'extérieur.</p> <p>Pour les têtes au ras du sol et couvertes par une plaque, la peinture étant souvent enlevée par la circulation des véhicules, il faut donc la renouveler autant que de nécessaire et/ou envisager de graver le numéro dans le béton.</p> <p>Il peut aussi être envisagé de noter le numéro du forage au verso du capot ou du regard.</p> <p>Tout forage de plus de 10 m de profondeur doit faire l'objet d'une déclaration au Code Minier.</p>
Constats : Aucun écart à la norme constaté
Observations : Au vu des documents du fond de dossier, les niveaux de nappe sont exprimés en m nGF.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Situation administrative des piézomètres

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/09/2023, article Nomenclature IOTA
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de surveillance
Prescription contrôlée :

<p>Rubrique 1.1.1.0 des installations ouvrages travaux et activités cités à l'article R. 214-1 du code de l'environnement : Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D).</p> <p>Par ailleurs, article L.411-1 du code minier :</p> <p>Toute personne exécutant un sondage, un ouvrage souterrain, un travail de fouille, quel qu'en soit l'objet, dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit déposer une déclaration préalable auprès de l'autorité administrative compétente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est recommandé à l'exploitant de s'assurer de la régularité de la situation administrative des piézomètres (déclaration IOTA et déclaration BSS).</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées une copie de la déclaration de sondage, ouvrage souterrain ou travail de fouille si profondeur supérieure à 10 m de 2015. Selon l'exploitant, cette demande adressée par Golder Associates SARL à la DREAL Centre n'a pas fait l'objet de retour.</p> <p>L'exploitant déclare ne pas avoir connaissance d'une déclaration IOTA pour ce site.</p> <p>Il est recommandé à l'exploitant de s'assurer de la régularité de la situation administrative des piézomètres (déclaration IOTA et déclaration BSS).</p> <p>Concernant la déclaration BSS, cette déclaration s'effectue désormais à partir du portail de Déclaration Unifiée Pour Les Ouvrages Souterrains (DUPLOS) développé par le BRGM.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Dossier servitudes d'utilité publique

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 25/09/2023, article L515-8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Servitudes d'utilité publique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-Des servitudes d'utilité publique peuvent être instituées concernant l'utilisation du sol ainsi que l'exécution de travaux soumis au permis de construire. Elles peuvent comporter, en tant que de besoin :</p> <p>1° La limitation ou l'interdiction de certains usages susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, du droit d'implanter des constructions ou des ouvrages ou d'aménager les terrains ;</p> <p>2° La subordination des autorisations de construire au respect de prescriptions techniques tendant à limiter l'exposition des occupants des bâtiments aux phénomènes dangereux ;</p> <p>3° La limitation des effectifs employés dans les installations industrielles et commerciales.</p> <p>II.-Les servitudes d'utilité publique ne peuvent contraindre à la démolition ou à l'abandon de constructions existantes édifiées en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires</p>

en vigueur avant l'institution desdites servitudes.
Constats : Le dossier de servitude d'utilité publique doit être remis à jour en tenant compte des derniers éléments connus sur le site.
Observations : L'exploitant informe l'inspection des installations classées qu'un bilan quadriennal sera produit en fin d'année suite à une campagne de mesure en octobre 2023. Au regard des résultats de ce bilan, il sera proposé d'instituer un secteur d'information sur les sols ou une servitude d'utilité publique en fonction des résultats des dernières analyses. La procédure de demande d'institution de servitudes d'utilité publique sera utilisée s'il y a une pollution des eaux souterraines,
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet